des Princes &c. Mai 1731. dures à l'occasion de ces disputes, ou de tout ce qui peus les concerner ; d'écrire , composer , imprimer , vendre , débiter ou , directement ou indirectement , aucuns Ecrits, Livres, Libelles, Mémoires, ou autres ouvrages sur le même sujet, sous quelque prétexte, & sous quelque tître ou nom que ce puisse être ; le tout à peine aux contrevenans, d'être traitez comme rebelles en désobéissans aux ordres du Roy, séditieux & perturbateurs du repos public; Sa Majesté se reservant a Elle seule, sur l'avis de ceux qu'Elle jugera à propos, de choisir incessanment dans son Conseil, & même dans l'Ordre Episcopal: De prendre les mesures qu'Elle estimera les plus convenables, pour conserver toujours de plus en plus les droits inviolables des deux Puissances, & maintenir entr'Elles l'union qui doit y regner, pour le bien commun de l'Eglise & de l'Etat ; Exhorte S. M. , or néanmoins, enjoint à tous les Archevêques & Evêques de son Royaume, de veiller, chacun dans leur Diocese, à ce que la tranquillité qu'Elle veut y maintenir, par la cessation de toutes disputes, soit charitablement & inviolablement conservée; Enjoint à tous Juges, chacun en droit soi, notanment au Sr. Herault, Conseiller d'Etat, Lieutenant - General de Police de la Ville de Paris, comme aussi aux Lieutenans Generaux & Juges de Police des autres Villes, de tenir la main à l'execution du contenu du present Arrêt, sur lequel toutes Lettres Patentes necessaires seront expediées. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant tenu à Versailles le dixième Mars 1731.

Signé, PHELYPEAUX.

Z.